

## **Espagne : La grève des contrôleurs aériens ne restera pas impunie selon Alfredo Pérez Rubalcaba**

La grève des contrôleurs aériens, qui a provoqué la fermeture de l'espace aérien espagnol depuis vendredi soir jusqu'à samedi fin après-midi, ne restera pas impunie, a souligné, mercredi, le vice-président du gouvernement et ministre de l'Intérieur, Alfredo Pérez Rubalcaba.

"Il faut faire justice et exiger des responsabilités aux contrôleurs", a indiqué Rubalcaba dans une déclaration à la radio nationale espagnole (RNE), ajoutant que le gouvernement, qui a décrété "l'état d'alerte" pour remédier à cette situation, n'hésitera pas à prendre les mesures nécessaires pour éviter la reproduction de cette situation de crise dans les aéroports espagnols.

L'agence chargée de la gestion des aéroports espagnols (AENA) a déjà ouvert des procédures disciplinaires contre plus de 440 contrôleurs grévistes, a-t-il précisé.

**Dans le même contexte, le responsable espagnol a ajouté que les "victimes" de cette grève, notamment les passagers, les compagnies aériennes et les hôtels, vont également porter plainte contre les aiguilleurs du ciel.**

Les contrôleurs aériens avaient massivement abandonné leurs postes de travail, vendredi en fin d'après-midi, sous prétexte de problèmes de santé et ce, en protestation contre une mesure adoptée peu avant en conseil des ministres, plafonnant à 1.670 heures par an leur temps de travail.

Cette grève a conduit le gouvernement, qui a tenu samedi une réunion extraordinaire, à proclamer "l'état d'alerte" pendant 15 jours. Ainsi, les aiguilleurs du ciel obéissent désormais aux ordres des militaires chargés de gérer le contrôle de l'espace aérien du pays.

En dépit de la réouverture de l'espace aérien espagnol et de la décision des contrôleurs de reprendre le travail samedi fin après-midi, le gouvernement n'écarte pas la possibilité de prolonger la durée de la gestion du contrôle aérien espagnol par l'armée.

C'est la première fois que "l'état d'alerte" est décrété depuis l'instauration de la démocratie en Espagne, après la chute de la dictature franquiste.